



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 18 février 2026 – N° 38

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Hull sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de la Mission catholique portugaise du Saint-Esprit.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine de la persévérance scolaire.*
- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *La Semaine des entrepreneurs à l'école.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Célébration de la Semaine scout 2026.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Semaine scout 2026 : le 140^e groupe Bellechasse au service de sa communauté.*
- Le député de l'Acadie sur le sujet suivant : *Souligner les troupes scout de l'Acadie pour la Semaine scout 2026.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Les efforts de recrutement annoncés par les Forces armées canadiennes vont faire augmenter les emplois et les besoins dans le Haut-Richelieu.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Solidarité avec le peuple iranien.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *60 ans des Scouts de Saint-Théophile de Laval-Ouest.*
- Le député de Gaspé sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de fondation de la Maison de la famille Parenfant de Gaspé.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Semaine de la persévérance scolaire.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 1
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le **9 octobre 2025**
- 2) Projet de loi n° 8
Loi concernant l'entrée en vigueur de la Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le **12 novembre 2025**
- 3) Projet de loi n° 10
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne
Présenté par le ministre de la Justice le **2 décembre 2025**
- 4) Projet de loi n° 12
Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté
Présenté par la ministre de la Famille le 11 décembre 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **17 février 2026**

- 5) **Projet de loi n° 15**
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions principalement afin d'alléger les processus réglementaires du système professionnel et d'élargir certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre du Travail le 12 décembre 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **12 février 2026**
- 6) **Projet de loi n° 17**
Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le **5 février 2026**
- 7) **Projet de loi n° 20**
Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation
Présenté par la ministre responsable de l'Habitation le **11 février 2026**

Étude détaillée en commission

- 8) **Projet de loi n° 3**
Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail le 30 octobre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 décembre 2025
Principe adopté le **4 décembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 9) **Projet de loi n° 5**
Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale
Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2026
Principe adopté le **17 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 10)** Projet de loi n° 7
Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor le 5 novembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 3 décembre 2025
Principe adopté le **4 décembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11)** Projet de loi n° 9
Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le 27 novembre 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 10 février 2026
Principe adopté le **12 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 12)** Projet de loi n° 11
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le 4 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 10 février 2026
Principe adopté le **17 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 13)** Projet de loi n° 13
Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 10 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 5 février 2026
Principe adopté le **10 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 14) Projet de loi n° 19
Loi visant notamment l'amélioration de l'accès aux services médicaux et la prise en charge médicale de la population
Présenté par la ministre de la Santé le 4 février 2026
Principe adopté le 10 février 2026, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **12 février 2026**
- 15) Projet de loi n° 106
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux
Présenté par le ministre de la Santé le 8 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 30 mai 2025
Principe adopté le **3 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 16) Projet de loi n° 190
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**
- 17) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 18) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**

- 19) Projet de loi n° 195
Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 décembre 2025**
- 20) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 21) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 22) Projet de loi n° 198
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**
- 23) Projet de loi n° 199
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **12 novembre 2025**
- 24) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général relativement à sa nomination
Présenté par la députée de Mont-Royal-Outremont le **26 novembre 2025**

- 27) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 28) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives concernant les droits consentis sur un véhicule
Présenté par le député de Nelligan le **4 décembre 2025**
- 29) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 30) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 33) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**

- 34) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 35) Projet de loi n° 492
Loi modifiant certaines dispositions réglementaires afin de favoriser la protection des concurrents professionnels de sports de combat
Présenté par le député de Marquette le **2 décembre 2025**
- 36) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 37) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 38) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux pour garantir l'accès d'un organisme ayant un projet d'économie sociale aux subventions allouées aux organismes communautaires
Présenté par la députée de Laporte le **10 décembre 2025**
- 39) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 40) Projet de loi n° 498
Loi retirant des freins à l'efficacité du système de santé
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **17 février 2026**
- 41) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**

- 42) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 44) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 45) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 46) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 47) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 48) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 49) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**

- 50) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 51) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 52) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 53) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 54) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 55) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 56) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 57) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**

- 58) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 59) Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 60) Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'encadrer l'exercice du télétravail
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**
- 61) Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l'Acadie le **27 mai 2025**
- 62) Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 63) Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 64) Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 65) Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 66)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

- 67)** Projet de loi n° 201
Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec
Présenté par le député de Taschereau le **13 novembre 2025**

Consultation et étude détaillée en commission

- 68)** Projet de loi n° 200
Loi concernant Le Country Club de Montréal
Présenté par la députée de Laporte le **13 novembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 69)** Projet de loi n° 203
Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **9 décembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 70)** 17 février 2026
Motion inscrite par le député de Taschereau en vertu de l'article 97.1 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale affirme son opposition au projet de gazoduc et d'usine de gaz naturel liquéfié de Marinvest Energy.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 111

Loi modernisant la Loi sur les coopératives et modifiant d'autres dispositions

Adopté le **17 février 2026**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 10 février 2026).
- **Projet de loi n° 203**, Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup (mandat confié le 9 décembre 2025).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 10**, Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne (mandat confié le 4 février 2026).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Jean-Lesage au ministre de la Culture et des Communications sur le sujet suivant : *La souveraineté culturelle du Québec face au pouvoir excessif des géants du divertissement et du numérique* (avis donné le 12 février 2026).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail (mandat confié le 4 décembre 2025).
- **Projet de loi n° 11**, Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif (mandat confié le 17 février 2026).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 5**, Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale (mandat confié le 17 février 2026).
- **Projet de loi n° 7**, Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires (mandat confié le 4 décembre 2025).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant Le Country Club de Montréal (mandat confié le 13 novembre 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 1**, Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec (mandat confié le 22 octobre 2025).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec (mandat confié le 12 février 2026).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 19**, Loi visant notamment l'amélioration de l'accès aux services médicaux et la prise en charge médicale de la population (mandat confié le 10 février 2026).
- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES
*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

96) Mme Ghazal (Mercier) – **4 février 2026**
Au ministre des Finances

Chaque année, quelques centaines de familles québécoises apprennent qu'un de leurs enfants est atteint d'une maladie grave : cancer, malformation cardiaque ou maladie rare.

Lorsqu'un parent doit cesser de travailler pour accompagner son enfant durant les traitements, il se retrouve souvent sans couverture d'assurance invalidité de longue durée, même s'il est assuré par un régime collectif.

Un mémoire récemment déposé à la Commission des finances publiques propose de combler cette lacune en modifiant la Loi sur les assurances afin qu'un parent d'un enfant âgé de 0 à 12 ans atteint d'une maladie grave soit automatiquement couvert par son régime d'assurance invalidité longue durée pendant la durée des soins.

Selon les estimations présentées dans ce mémoire, le coût annuel d'une telle mesure serait inférieur à 1 \$ par assuré, sans nécessiter de financement public.

Mes questions pour le ministre sont les suivantes :

- Le ministre des Finances peut-il indiquer si son ministère a évalué les impacts humains et économiques de l'absence actuelle de couverture d'assurance invalidité longue durée pour ces parents?
- Le ministre a-t-il eu des échanges avec l'Autorité des marchés financiers concernant l'intégration d'une telle protection dans la Loi sur les assurances, et entend-il étudier ou soutenir la proposition qui figure dans le mémoire, qui serait mise en œuvre à coût nul pour l'État?
- Le ministre a-t-il évalué la possibilité de créer un régime d'assurance publique longue durée pour ces parents dans le besoin?

97) M. Grandmont (Taschereau) – **10 février 2026**
À la ministre de l'Emploi

Les groupes femmes employabilité sont des organismes spécialisés dans le développement de la main-d'œuvre féminine, parce que les femmes demeurent confrontées à des inégalités structurelles de genre sur le marché du travail. Ces inégalités persistent malgré les engagements gouvernementaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et s'articulent, selon les parcours, à d'autres formes de discrimination. Ces engagements sont notamment réaffirmés dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, qui reconnaît que l'autonomie économique des femmes demeure entravée par la division sexuelle du travail et par des inégalités persistantes sur le marché de l'emploi.

Ces organismes jouent un rôle essentiel pour soutenir l'autonomie économique des femmes et pour corriger des déséquilibres structurels largement documentés. Or, ils sont aujourd'hui fragilisés par des décisions gouvernementales qui vont à l'encontre de leur mission. Le réseau est passé d'une quarantaine d'organismes à seulement 15 groupes femmes employabilité actifs au Québec. En 2025, le groupe Le Jalon a dû fermer ses portes, et plusieurs autres organismes vivent actuellement des situations de fragilisation importante, marquées par des restructurations et la remise en question de services pourtant reconnus et efficaces.

En parallèle, malgré les représentations répétées du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, le gouvernement refuse toujours de reconnaître les groupes femmes employabilité par un financement à la mission. Il les maintient plutôt dans un modèle d'ententes de service instable, géré par Services Québec, selon des orientations relevant directement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Finalement, le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget de 2025 un montant de 382,5 millions de dollars sur cinq ans pour son programme de promotion de la femme, dont l'un des objectifs est d'établir la pleine participation des femmes à la vie économique du Canada.

Ma question pour la ministre est la suivante :

1. Est-ce que le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale compte renverser la dynamique de coupures et des compressions qui compromettent l'accès à des services d'employabilité spécialisés pour les femmes?

2. Est-ce que la ministre compte mobiliser les 382,5 millions de dollars que le gouvernement fédéral destine à soutenir la sécurité économique et la prospérité des femmes afin d'assurer la pérennité des groupes femmes employabilité?

98) Mme Blanchette Vézina (Rimouski) – **10 février 2026**
Au ministre des Transports et de la Mobilité durable

Depuis plusieurs années, l'Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI) réclame que le courtage en vrac soit exclusivement réservé aux organismes à but non lucratif (OBNL) accrédités par la Commission des transports du Québec (CTQ). Cette mesure vise à assurer un encadrement rigoureux du secteur, à garantir l'intégrité des marchés publics et à protéger les camionneurs artisans contre des pratiques de marché inéquitables.

Actuellement, l'obligation pour les artisans de détenir un permis dont le coût oscille entre 20 000 \$ et 25 000 \$ est perçue comme une injustice flagrante, d'autant plus que l'accès aux contrats publics semble s'effriter.

De plus, l'ANCAI souligne une situation préoccupante : la disparition des clauses favorisant l'embauche de travailleurs régionaux dans les contrats de la Société québécoise des infrastructures (SQI). Cette exclusion contredit directement les engagements du gouvernement en matière de développement économique régional.

Devant l'absence de suivi de la part du ministère, mes questions sont les suivantes :

1. Réforme du courtage : Le ministère entend-il donner suite à la demande de l'ANCAI de limiter le courtage aux OBNL accrédités par la CTQ afin de stabiliser le marché?
2. Protection des artisans : Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre pour alléger le fardeau financier lié au coût des permis de transport en vrac pour les camionneurs artisans?
3. Développement régional : Pourquoi les clauses de priorité régionale ont-elles été retirées des contrats de la SQI et le ministre compte-t-il intervenir pour les rétablir immédiatement?

- 99) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **11 février 2026**
Au ministre du Travail

Selon un article récent du Devoir, l'adoption accélérée de l'intelligence artificielle (IA) dans les milieux de travail transforme profondément l'organisation du travail et les parcours professionnels, en particulier pour les jeunes travailleuses et travailleurs. Plus de sept PME canadiennes sur dix utiliseraient déjà l'IA ou l'IA générative, et près des trois quarts prévoient augmenter leurs investissements en la matière, selon un rapport de Microsoft publié en 2025.

Paradoxalement, alors que les jeunes sont ceux qui maîtrisent le mieux ces technologies et qui y sont les plus ouverts, l'émergence de l'IA contribuerait à raréfier les stages et les postes d'entrée, notamment dans les professions libérales, financières, technologiques et dans le commerce de détail. En décembre 2025, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans atteignait 13,3 %, soit plus du double de celui des travailleurs de 25 à 54 ans, et une étude du Mouvement Desjardins suggère que l'IA pourrait être en partie responsable de la détérioration de leurs perspectives d'emploi.

Des experts, dont des chercheurs de l'Institut national de la recherche scientifique soulignent également que l'IA transforme les conditions de travail, notamment par l'imposition d'objectifs de rendement déterminés par des algorithmes et par l'utilisation croissante d'outils de surveillance électronique, parfois sans que les travailleurs en soient informés. À l'heure actuelle, le cadre légal québécois n'impose pas clairement l'obligation d'informer les travailleurs de l'usage de ces technologies de surveillance en milieu de travail.

Le ministre du Travail peut-il préciser comment son ministère évalue les impacts de l'intelligence artificielle sur l'accès à l'emploi des jeunes, sur la qualité des emplois et sur les conditions de travail, et indiquer s'il entend moderniser le cadre législatif afin d'encadrer l'utilisation de l'IA et des outils de surveillance en milieu de travail, notamment pour protéger les travailleurs en début de carrière et assurer des pratiques respectueuses des droits fondamentaux?

100) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **11 février 2026**
À la ministre de l'Emploi

Dans un contexte de pénurie persistante de main-d'œuvre, plusieurs secteurs clés de l'économie québécoise — notamment la santé, la construction, la restauration, l'hôtellerie, le commerce de détail et l'entretien — dépendent de façon structurelle de la contribution de travailleurs étrangers pour maintenir leurs activités. Or, des changements récents aux programmes de sélection et de priorisation ont créé une grande incertitude quant au maintien en emploi de milliers de travailleurs déjà intégrés au marché du travail québécois.

Cette situation a récemment mis en lumière le risque de perte de 6 300 travailleurs étrangers temporaires dans le réseau de la santé, dont des préposés aux bénéficiaires, infirmières et travailleurs sociaux, avant que le gouvernement n'intervienne pour prioriser leurs dossiers. Plusieurs employeurs de divers secteurs rapportent toutefois que des travailleurs essentiels, déjà formés et en poste, demeurent menacés de devoir quitter le Québec, faute de mécanismes clairs assurant la continuité de leur participation au marché du travail.

Depuis la reprise économique postpandémie, les travailleurs étrangers n'ont que partiellement compensé la pénurie de main-d'œuvre, alors que les entreprises de toutes les régions du Québec continuent de faire face à des difficultés majeures de recrutement. Des employeurs et associations patronales soutiennent que l'incertitude entourant le maintien en emploi de ces travailleurs fragilise directement l'économie, compromet la continuité des services et met en péril la survie de nombreuses entreprises.

La ministre de l'Emploi peut-elle préciser comment son ministère évalue l'impact des politiques actuelles sur la disponibilité réelle de la main-d'œuvre, quelles mesures concrètes elle entend mettre en place pour assurer le maintien en emploi des travailleurs essentiels déjà intégrés au marché du travail québécois, et comment elle compte éviter que des décisions politiques ne viennent aggraver davantage la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs névralgiques de l'économie québécoise?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi visant à assurer la qualité de l'air – *député des Îles-de-la-Madeleine*